

Briser les cadres : Les vertus de l'inexplicable - à propos des « gilets jaunes »

mercredi 9 janvier 2019, par [RANCIERE Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2019).

Les révoltes n'ont pas de raisons. En revanche, elles ont une logique. Et celle-ci consiste précisément à briser les cadres au sein desquels sont normalement perçues les raisons de l'ordre et du désordre et les personnes aptes à en juger. Ces cadres, ce sont d'abord des usages de l'espace et du temps. Significativement ces « apolitiques » dont on a souligné l'extrême diversité idéologique ont repris la forme d'action des jeunesses indignées du mouvement des places, une forme que les étudiants en révolte avaient eux-mêmes empruntée aux ouvriers en grève : l'occupation.

Expliquer les « gilets jaunes » ? Qu'entend-on par expliquer ? Donner les raisons pour lesquelles advient ce qu'on n'attendait pas ? Celles-ci, de fait, manquent rarement. Et pour expliquer le mouvement des « gilets jaunes », elles viennent à foison : la vie dans des zones périphériques abandonnées par les transports et les services publics comme par les commerces de proximité, la fatigue de longs trajets quotidiens, la précarité de l'emploi, les salaires insuffisants ou les pensions indécentes, l'existence à crédit, les fins de mois difficiles...

Il y a là assurément bien des raisons de souffrir. Mais souffrir est une chose, ne plus souffrir en est une tout autre. C'est même le contraire. Or les motifs de souffrance que l'on énumère pour expliquer la révolte sont exactement semblables à ceux par lesquels on expliquerait son absence : des individus soumis à de telles conditions d'existence n'ont en effet normalement pas le temps ni l'énergie pour se révolter.

Le mouvement qui a surpris toutes les attentes n'a pas d'autres raisons que celles qui nourrissent l'ordre normal des choses. Il s'explique par les raisons mêmes de l'immobilité.

L'explication des raisons pour lesquelles les gens bougent est identique à celle des raisons pour lesquelles ils ne bougent pas. Ce n'est pas une simple inconséquence. C'est la logique même de la raison explicatrice. Son rôle est de prouver qu'un mouvement qui a surpris toutes les attentes n'a pas d'autres raisons que celles qui nourrissent l'ordre normal des choses, qu'il s'explique par les raisons mêmes de l'immobilité. Elle est de prouver qu'il ne s'est rien passé qui ne soit déjà connu, d'où l'on tire, si l'on a le cœur à droite, la conclusion que ce mouvement n'avait pas de raison d'être, ou, si l'on a le cœur à gauche, qu'il est tout à fait justifié mais que, malheureusement, il a été mené au mauvais moment et de la mauvaise façon par des gens qui n'étaient pas les bons. L'essentiel est que le monde reste divisé en deux : il y a les gens qui ne savent pas pourquoi ils bougent et les gens qui le savent pour eux.

Il faudrait parfois prendre les choses à l'envers : partir précisément du fait que ceux qui se révoltent n'ont pas plus raisons de le faire que de ne pas le faire - et souvent même un peu moins. Et à partir de là, s'interroger non sur les raisons qui permettent de mettre de l'ordre dans ce désordre mais plutôt sur ce que ce désordre nous dit sur l'ordre dominant des choses et sur l'ordre des explications

qui normalement l'accompagne.

Plus que tous ceux des années récentes, le mouvement des gilets jaunes est le fait de gens qui normalement ne bougent pas : pas des représentants de classes sociales définies ou de catégories connues pour leurs traditions de lutte. Des hommes et femmes d'âge moyen, semblables à ceux que nous croisons tous les jours dans les rues ou sur les routes, sur les chantiers et les parkings, portant pour seul signe distinctif un accessoire que tout automobiliste est tenu de posséder. Ils se sont mis en marche pour la plus terre-à-terre des préoccupations, le prix de l'essence : symbole de cette masse vouée à la consommation qui soulève le cœur des intellectuels distingués ; symbole aussi de cette normalité sur laquelle repose le sommeil tranquille de nos gouvernants : cette majorité silencieuse, faite de purs individus éparpillés, sans forme d'expression collective, sans autre « voix » que celle que comptent périodiquement les sondages d'opinion et les résultats électoraux.

Significativement ces « apolitiques » ont repris la forme d'action des jeunesses indignées du mouvement des places, une forme que les étudiants en révolte avaient eux-mêmes empruntée aux ouvriers en grève : l'occupation.

Les révoltes n'ont pas de raisons. En revanche, elles ont une logique. Et celle-ci consiste précisément à briser les cadres au sein desquels sont normalement perçues les raisons de l'ordre et du désordre et les personnes aptes à en juger. Ces cadres, ce sont d'abord des usages de l'espace et du temps. Significativement ces « apolitiques » dont on a souligné l'extrême diversité idéologique ont repris la forme d'action des jeunesses indignées du mouvement des places, une forme que les étudiants en révolte avaient eux-mêmes empruntée aux ouvriers en grève : l'occupation.

Occuper, c'est choisir pour se manifester comme collectivité en lutte un lieu ordinaire dont on détourne l'affectation normale : production, circulation ou autre. Les « gilets jaunes » ont choisi ces ronds-points, ces non-lieux autour desquels des automobilistes anonymes tournent tous les jours. Ils y ont installé matériel de propagande et baraquements de fortune comme l'avaient fait ces dix dernières années les anonymes rassemblés sur les places occupées.

Occuper, c'est aussi créer un temps spécifique : un temps ralenti au regard de l'activité habituelle, et donc un temps de mise à distance de l'ordre habituel des choses ; un temps accéléré, au contraire, par la dynamique d'une activité qui oblige à répondre sans cesse à des échéances pour lesquelles on n'est pas préparé. Cette double altération du temps change les vitesses normales de la pensée et de l'action. Elle transforme en même temps la visibilité des choses et le sens du possible. Ce qui était objet de souffrance prend une autre visibilité, celle de l'injustice. Le refus d'une taxe devient le sentiment de l'injustice fiscale puis le sentiment de l'injustice globale d'un ordre du monde. Quand un collectif d'égaux interrompt la marche normale du temps et commence à tirer sur un fil particulier – taxe sur l'essence, aujourd'hui, sélection universitaire, réforme des pensions ou du code du travail, hier – c'est tout le tissu serré des inégalités structurant l'ordre global d'un monde gouverné par la loi du profit qui commence à se dérouler.

Deux mondes s'opposent, creusant l'écart entre ce qui est demandé et la logique même du mouvement. Le négociable devient non négociable.

Ce n'est plus alors une demande qui demande satisfaction. Ce sont deux mondes qui s'opposent. Mais cette opposition de mondes creuse l'écart entre ce qui est demandé et la logique même du mouvement. Le négociable devient non négociable. Pour négocier on envoie des représentants. Or les « gilets jaunes », issus de ce pays profond qu'on nous dit volontiers sensible aux sirènes autoritaires du « populisme », ont repris cette revendication d'horizontalité radicale que l'on croit propre aux jeunes anarchistes romantiques des mouvements Occupy ou des ZAD. Entre les égaux assemblés et les gestionnaires du pouvoir oligarchique, il n'y a pas de négociation. Cela veut dire que la revendication triomphe par la seule peur des seconds mais aussi que sa victoire la montre

dérisoire par rapport à ce que la révolte « veut » par son développement immanent : la fin du pouvoir des « représentants », de ceux qui pensent et agissent pour les autres.

Il est vrai que cette « volonté » peut prendre elle-même la forme d'une revendication : le fameux référendum d'initiative citoyenne. Mais la formule de la revendication raisonnable cache en fait l'opposition radicale entre deux idées de la démocratie : d'un côté la conception oligarchique régnante : le décompte des voix pour et des voix contre en réponse à une question posée. De l'autre, sa conception démocratique : l'action collective qui déclare et vérifie la capacité de n'importe qui à formuler les questions elles-mêmes. Car la démocratie n'est pas le choix majoritaire des individus. C'est l'action qui met en œuvre la capacité de n'importe qui, la capacité de ceux qui n'ont aucune « compétence » pour légiférer et gouverner.

Les révoltes restent toujours au milieu du chemin.

Entre le pouvoir des égaux et celui des gens « compétents » pour gouverner, il peut toujours y avoir des affrontements, des négociations et des compromis. Mais derrière ceux-ci, il reste l'abîme du rapport non négociable entre la logique de l'égalité et celle de l'inégalité. C'est pourquoi les révoltes restent toujours au milieu du chemin, pour le grand déplaisir et la grande satisfaction des savants qui les déclarent vouées à l'échec parce que dépourvues de « stratégie ». Mais une stratégie n'est qu'une manière de régler les coups à l'intérieur d'un monde donné. Aucune n'enseigne à combler le fossé entre deux mondes. « Nous irons jusqu'au bout », dit-on à chaque fois. Mais ce bout du chemin n'est identifiable à aucun but déterminé, surtout depuis que les États dits communistes ont noyé dans le sang et la boue l'espérance révolutionnaire. C'est peut-être ainsi qu'il faut comprendre le slogan de 1968 : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » Les commencements n'atteignent pas leur fin. Ils restent en chemin. Cela veut dire aussi qu'ils n'en finissent pas de recommencer, quitte à changer d'acteurs. C'est le réalisme – inexplicable – de la révolte, celui qui demande l'impossible. Car le possible lui est déjà pris. C'est la formule même du pouvoir : *no alternative*.

Jacques Rancière

PHILOSOPHE, PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ PARIS VIII

P.-S.

• « Les vertus de l'inexplicable – à propos des « gilets jaunes » » :=
<https://aoc.media/opinion/2019/01/08/vertus-de-linexplicable-a-propos-gilets-jaunes/>